

Pour faire du Québec un leader en mobilité durable

Au-delà d'une stratégie d'électrification, le gouvernement doit adopter une politique de mobilité durable ambitieuse

Montréal, le 17 octobre 2013 – TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs au Québec rappelle les attentes élevées concernant la nouvelle Politique québécoise de mobilité durable (PQMD), qui doit être prochainement adoptée pour entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2014. Forte de l'appui d'une large coalition et de plus de 10 000 citoyens signataires de la Déclaration pour la mobilité durable, qui souhaite voir majorer de 1 milliard \$ par année les sommes investies dans le transport en commun, l'Alliance réitère l'importance de mettre fin au sous-financement chronique du transport collectif. Selon TRANSIT, la politique de mobilité durable doit aller bien au-delà de l'électrification des transports et miser sur le développement et l'entretien et de réseaux de transports collectifs performants.

La stratégie d'électrification des transports, annoncée en grande pompe alors qu'est attendue la PQMD depuis la fin 2011, ne pourra remplir ses objectifs que si elle s'insère dans une politique de mobilité globale. « L'électrification des transports ne peut pas se substituer à des objectifs ambitieux de mobilité durable et à des budgets conséquents pour le développement de l'offre en transport collectif, électrifiée ou non. Le ministre des Transports ne peut pas se permettre de décevoir avec la Politique tant attendue, qui constituera la réelle clé de voûte de la réduction de notre dépendance au pétrole et de l'atteinte des ambitieux objectifs de réduction de GES », rappelle Karel Mayrand, directeur général de la Fondation David Suzuki pour le Québec.

L'adoption de la PQMD devra concorder avec la fin du sous-financement chronique des transports collectifs au Québec, sans quoi elle risque de n'être qu'une coquille vide. Dès le 1^{er} janvier prochain, des mesures très simples sont à portée de main du gouvernement et doivent être mises en place si Québec est sérieux dans sa volonté de promouvoir une mobilité durable au Québec :

- investir un moins un milliard de dollars de plus par année dans les transports collectifs, notamment en leur réservant un minimum de 30% des investissements du Fonds des réseaux de transports terrestres;
- utiliser les fonds fédéraux d'infrastructures pour financer les projets de transports collectifs;
- augmenter les revenus du Fonds vert, dédié à l'augmentation de l'offre de service, une mesure de lutte aux changements climatiques.

Rappelons que les investissements en transports collectifs permettent de créer jusqu'à 3 fois plus d'emplois locaux que les investissements dans l'automobile, qu'ils constituent une réponse efficace aux enjeux énergétiques et que près de la moitié des déplacements en transports collectifs sont déjà en mode électrique. La stratégie d'électrification a lieu d'être, mais le gouvernement du Québec doit y prioriser les transports collectifs afin de concurrencer l'automobile en solo : transports collectifs silencieux, sans émissions de GES et d'autres polluants, confortables et avec des coûts d'utilisation plus bas.

À propos de TRANSIT

Créé en août 2011, TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs au Québec, se veut un lieu de convergence des analyses et des solutions en matière de transports durables au Québec. Sa mission est de favoriser le développement et l'amélioration des services de transports collectifs au Québec, en s'assurant qu'ils reçoivent le financement nécessaire pour permettre au plus grand nombre possible de citoyens d'en bénéficier. Plus de cinquante organisations réparties sur tout le territoire du Québec sont membres de TRANSIT, qui compte également sur le soutien d'un comité d'experts en matière de transports et d'urbanisme. Pour devenir membre, pour consulter la liste des organismes membres et lire les publications : www.transitquebec.org.

Renseignements :

Philippe Cousineau Morin

514-799-1906

info@transitquebec.org